

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je comprends pourquoi mon ami essaie aujourd'hui de renier la paternité du projet de loi S-31. Mais vous êtes le père du projet de loi S-31 qui aurait eu pour effet de massacrer les francophones du Québec dans une tentative de jouer pleinement leur rôle dans l'expansion économique du Québec et du Canada. C'est cela que vous avez fait avec le projet de loi S-31 et c'est pour cela que nous l'avons combattu, heureusement, pour les Québécois. Cela est évident!

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Il est important, compte tenu du fait que le gouvernement du Québec contrôle le bloc d'actions le plus important, que je parle purement et simplement avec celui qui gère ce bloc-là, c'est-à-dire celui qui peut prendre des décisions ultimes. C'est tout! Cela n'a rien de plus à voir avec le dossier.

\* \* \*

[Traduction]

### L'ÉCONOMIE

#### LES HAUSSES DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Il n'est pas sans savoir que les chiffres du chômage du mois dernier accusaient la plus forte augmentation enregistrée depuis cinq ans. Il a expliqué avec soin la faiblesse prolongée du dollar. Nous avons appris aujourd'hui que les taux d'intérêt ont encore augmenté de ½ p. 100 et, bien entendu, une plus grande incertitude s'installe. Le ministre des Finances est-il disposé à laisser savoir aux Canadiens qu'il met une limite à ces hausses et que nous n'avons pas à craindre des taux d'intérêt de 18 et 19 p. 100 comme du temps des libéraux? Y a-t-il une limite?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, rien ne laisse prévoir que nous reviendrons aux taux extraordinairement élevés que nous avons connus sous le régime libéral en 1981-1982. La solidité fondamentale de l'économie canadienne, l'excédent record de la balance commerciale, le niveau d'inflation et l'amélioration de la productivité sont autant d'indices sûrs de la force et de la stabilité dans l'économie canadienne. Devant les conditions exceptionnelles des marchés monétaires internationaux nous sommes impuissants. Les taux d'intérêt canadiens s'en ressentent, comme le député peut très bien le comprendre. Nous tentons d'atténuer l'effet qu'ont ces fluctuations des cours sur les taux d'intérêt, mais nous n'avons aucun contrôle sur ces fluctuations. Je suis sûr que lorsque les marchés se seront stabilisés au Canada, les taux d'intérêt vont baisser.

#### LA POSITION DU MINISTRE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, le ministre des Finances sait parfaitement bien qu'à cause de son inaction, l'incertitude commence à se répandre dans le pays. Personne ne tient à faire des placements à long terme ni même à court terme dans ces conditions. Depuis cinq semaines les taux d'intérêt augmentent chaque semaine mais le

### Questions orales

ministre nous demande d'être patients et ne pas tirer de conclusions irréflechies. Les taux d'intérêt grimpent depuis cinq semaines et tout indique qu'ils vont continuer leur ascension. A titre de ministre des Finances, va-t-il refuser d'être l'instrument des banques? Va-t-il prouver que c'est lui qui mène la barque et qu'il n'est pas un ministre des Finances passif? Il doit prendre position et annoncer que les taux d'intérêt ne dépasseront pas le niveau qu'ils ont atteint aujourd'hui.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, les critiques du député ne vont tromper personne. Je lui signale que le gouvernement socialiste de France a tenté, en 1981, de mettre en œuvre la politique que le député voudrait nous voir adopter aujourd'hui. Qu'est-il arrivé? Il s'est produit un exode de capitaux sans précédent, le franc français a subi à deux reprises de fortes dévaluations, les taux d'intérêt ont augmenté, de même que le chômage, et la France courait à la catastrophe. Nous ne voulons pas que le Canada connaisse le même sort.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Français]

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE D'EXAMINER LES DOSSIERS AYANT TRAIT AUX MILLIERS D'EMPLOIS PERDUS AU QUÉBEC

**L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre.

A la lumière de la décision qu'il a prise hier, d'une certaine manière, de rabrouer son ministre de l'Expansion industrielle régionale et de rouvrir le dossier de la Domtar, et à la lumière du fait que, hier, il prenait fierté du fait qu'il avait aidé d'autres compagnies au Québec, pourrait-il demander à son ministre de l'Expansion industrielle régionale de lui retourner les dossiers de la liste noire du Québec, soit les dossiers de la Wabasso, de la Melchers, des Pêcheries Cartier, de la Tupperware, de Phillips, des Carbuers, de la Via Rail et de la Dominion Engineering qui ont fermé leurs portes au cours des trois derniers mois?

Comme le premier ministre vient de nous dire qu'il ne veut pas aider la Domtar parce qu'ils sont dans une bonne position financière, pourrait-il prendre le temps d'examiner les dossiers où des milliers d'emplois ont été perdus au Québec au cours des derniers mois?

● (1440)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Si la population canadienne hors Québec veut savoir pourquoi le parti libéral a été répudié de façon tellement massive par les électeurs du Québec, voyons l'exemple classique: l'arrogance et la prétention du parti libéral. Les Québécois en ont soupé de cela, les Québécois savent fort bien que nous avons hérité d'un nombre important de dossiers de fermetures laissés par le gouvernement sortant.